

COUR D'ARBITRAGE

F 90 — 313

Arrêt n° 5/90

N° du rôle : 143

En cause : le recours du Conseil des Ministres en annulation partielle du décret des mines de la Région wallonne du 7 juillet 1988.

La Cour d'Arbitrage,
composée des présidents J. Sarot et J. Delva
et des juges D. André, K. Blanckaert, L.P. Suetens, M. Melchior et H. Boel,
assistée du greffier H. Van der Zwalmen,
présidée par le président J. Sarot,
après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet*

Par une requête du 20 juin 1989 adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste du même jour et reçue au greffe le 21 juin 1989, le Conseil des ministres demande l'annulation des mots « faisant foi jusqu'à preuve du contraire » figurant à l'article 60 du décret des mines de la Région wallonne du 7 juillet 1988 ainsi que des articles 62, alinéa 2, 63, alinéa 2, 64 et 66 du décret susdit.

II. *La procédure*

Par ordonnance du 21 juin 1989, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs M. Melchior et K. Blanckaert ont estimé en date du 27 juin 1989 n'y avoir lieu, en l'espèce, de soumettre la requête à la procédure préliminaire prévue au chapitre II du titre V de la loi spéciale précitée, organique de la Cour.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76, § 1er, de la loi organique susdite, par lettres recommandées à la poste le 29 juin 1989 et remises aux destinataires le 30 juin 1989.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi susdite a été publié au *Moniteur belge* du 4 juillet 1989.

L'Exécutif régional wallon a introduit un mémoire le 11 août 1989.

Copie de ce mémoire a été transmise au Conseil des ministres, conformément à l'article 89 de la loi organique par lettre recommandée du 22 août 1989 remise au destinataire le 23 août 1989.

Le Conseil des ministres a introduit un mémoire en réponse le 21 septembre 1989.

Par ordonnance du 8 novembre 1989, la Cour a déclaré l'affaire en état et a fixé l'audience au 5 décembre 1989.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties, et celles-ci, de même que les représentants du Conseil des ministres et l'avocat de l'Exécutif régional wallon, ont été avisés de la date de l'audience par lettres recommandées à la poste le 9 novembre 1989 et remises à leurs destinataires le 10 novembre 1989.

A l'audience du 5 décembre 1989 :

— ont comparu :

M. W. Vermeulen, premier conseiller aux Services du Premier Ministre et M. M. Bertrand, conseiller-adjoint aux mêmes Services, pour le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, à 1000 Bruxelles;

Me V. Thiry, avocat du barreau de Liège, pour l'Exécutif régional wallon, rue de Fer 42, à 4000 Liège;

— les juges M. Melchior et K. Blanckaert ont fait rapport;

— le représentant du Conseil des ministres, M. M. Bertrand et l'avocat précité ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

Par ordonnance du 14 décembre 1989, la Cour a prorogé jusqu'au 20 juin 1990 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique du 6 janvier 1989 relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *En droit*

1. Le décret des mines a été adopté par le Conseil régional wallon, le 28 juin 1988, et a été sanctionné et promulgué par l'Exécutif régional wallon, le 7 juillet 1988. Il a été publié au *Moniteur belge*, le 27 janvier 1989.

2. Le Conseil des ministres demande l'annulation des articles ou parties d'articles de ce décret qui ont trait à la force probante des procès-verbaux, par lesquels les infractions au décret sont constatées (article 60), à la récidive (articles 62, alinéa 2 et 63, alinéa 2), à l'application du Livre Ier du Code pénal (article 64) et au paiement des amendes par une autre personne que le condamné (article 66).

Au fond

3.A.1. Le Conseil des ministres motive sa demande en reproduisant de nombreux passages de l'arrêt n° 11 89 du 11 mai 1989.

3.A.2. Dans son mémoire, l'Exécutif régional wallon convient du bien-fondé du recours en ce qu'il concerne la force probante des procès-verbaux au motif qu'en réglant celle-ci, le législateur régional aurait directement empiété sur une matière que l'article 7 de la Constitution réserve à la loi.

En ce qui concerne les autres dispositions attaquées, l'Exécutif régional wallon fait valoir que la jurisprudence de la Cour relative à l'objet de ces dispositions se fonderait exclusivement sur l'article 11 de la loi spéciale pour décider que cet objet ne relève pas de la compétence des législateurs communautaires et régionaux et ne se fonderait pas sur les compétences constitutionnellement réservées au législateur national. Aussi, compte tenu de l'étendue des compétences matérielles attribuées à la Région par l'article 6, § 1er, VI, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et de l'article 10 de ladite loi, les articles 62, alinéa 2, 63, alinéa 2, 64 et 66 du décret ne seraient pas contraires aux règles répartitrices de compétence.

Enfin, l'Exécutif régional wallon rappelle que les dispositions des articles 62, alinéa 2, 63, alinéa 2, 64 et 66 du décret du 7 juillet 1988 ne feraient que reproduire, en les adaptant, les articles 129, 1^o, alinéa 2, 130, seconde phrase, 131, alinéa 1^{er} et 130bis, § 4, des lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées le 15 septembre 1919.

3.A.3. Dans son mémoire en réponse, le Conseil des ministres soutient que l'argumentation tirée des articles 6, § 1^{er}, VI, 1^o et 10 de la loi spéciale ne tiendrait pas compte du principe des compétences exclusives.

Quant à la similitude des dispositions attaquées et des dispositions nationales qu'elles remplacent, toute argumentation qui en serait déduite impliquerait que les compétences des Communautés et des Régions ne seraient pas des compétences attribuées.

Quant aux matières réservées à la loi par la Constitution

3.B.1. Les articles 3^{ter}, 59bis et 107quater de la Constitution et les articles 4 à 11 de la loi spéciale du 8 août 1980 ont conféré au législateur décréteur le pouvoir de régler par décret un certain nombre de matières. L'article 19, § 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 dispose cependant que « le décret règle les matières visées aux articles 4 à 11, sans préjudice des compétences que la Constitution réserve à la loi ».

Il en résulte que, sauf le cas où une habilitation spéciale et expresse a été donnée par les lois spéciale et ordinaire de réformes institutionnelles, le décret ne peut régler les matières qui lui ont été attribuées qu'à la condition de n'empiéter en aucune façon sur les compétences réservées à la loi par la Constitution.

La possibilité donnée aux Conseils par l'article 10 de la loi spéciale de porter des dispositions de droit relatives à des matières pour lesquelles ils ne sont pas compétents ne peut trouver à s'appliquer à des compétences que la Constitution réserve à la loi.

Quant à la compétence en matière pénale

3.B.2. L'article 7 de la Constitution réserve au législateur national le soin de déterminer les cas dans lesquels une poursuite peut avoir lieu et de régler la forme de cette poursuite.

L'article 9 de la Constitution dispose par ailleurs que « nulle peine ne peut être établie ni appliquée qu'en vertu d'une loi ».

Les Communautés et les Régions ne peuvent donc intervenir dans ces matières réservées que moyennant l'habilitation précisée ci-avant sub. 3.B.1.

L'article 11 de la loi spéciale du 8 août 1980 constitue une telle habilitation : il donne au législateur décréteur la possibilité de déterminer des cas dans lesquels une poursuite peut avoir lieu et d'établir des peines, dans les limites qu'il fixe. Il ne donne pas cependant à ce législateur la possibilité de régler la forme de la poursuite.

L'article 11 de la loi spéciale du 8 août 1980 dispose :

« Dans les limites des compétences des Régions et des Communautés, les décrets peuvent ériger en infraction les manquements à leurs dispositions et établir les peines punissant ces manquements conformément au livre Ier du Code pénal, à l'exception des peines criminelles fixées à l'article 7 de ce Code. »

L'article 11 ne permet cependant pas au législateur décréteur de déroger aux dispositions du Livre Ier du Code pénal. Les Communautés et les Régions ne peuvent dès lors recourir à l'article 100 du Code pénal, même si cette disposition est intégrée dans le Livre Ier dudit Code. Le législateur spécial a voulu que les règles contenues dans le Livre Ier restent uniformes et que les Communautés et les Régions n'y dérogent pas.

Il a dès lors précisé expressément que l'ensemble des matières comprises dans le Livre Ier du Code pénal ressortit à la compétence du législateur national. Il n'appartient pas au législateur décréteur de régler ces matières, quand bien même il ne ferait que reprendre des dispositions nationales existantes.

3.B.3. L'article 10 de la loi spéciale ne permet pas d'élargir ou de modifier le contenu de l'article 11 de ladite loi, lequel habilite les législateurs décréteurs à légiférer dans des matières constitutionnellement réservées à la loi et ce dans les conditions qu'il précise.

C'est à tort que l'Exécutif régional wallon soutient qu'il peut être fait application de l'article 10 de la loi spéciale pour passer outre aux conditions fixées par l'article 11 de ladite loi.

Quant à l'article 60, première phrase, du décret

3.B.4. L'article 60, première phrase, dispose :

« Les infractions au présent décret sont constatées par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire. »

L'article 58, alinéa 1^{er}, charge les fonctionnaires et agents du service des ressources du sous-sol de l'administration régionale désignés par l'Exécutif, de surveiller l'application des dispositions du décret ainsi que celles de ses arrêtés d'exécution.

L'article 60, première phrase, impose à ces fonctionnaires et agents de dresser, lors de la constatation des infractions au décret, des procès-verbaux et précise que ceux-ci font foi jusqu'à preuve du contraire.

Le législateur régional, qui est compétent pour confier à des fonctionnaires relevant de la Région des missions de surveillance des normes régionales, est également compétent pour déterminer la manière dont ces fonctionnaires sont tenus de rapporter leurs constatations.

Il en va autrement du règlement de la valeur probante de ces procès-verbaux. Ce règlement intéresse la charge de la preuve en matière pénale et fait partie de la détermination des formes de la poursuite, matière que l'article 7 de la Constitution a réservée au législateur national et qui échappe à la sphère d'application de l'article 11 de la loi spéciale.

L'article 60, première phrase, du décret viole donc les règles déterminant les compétences dans la mesure où il règle la valeur probante des procès-verbaux établis par les fonctionnaires et agents désignés par l'Exécutif régional wallon.

Il viole pareillement les règles de compétence dans la mesure où il règle la valeur probante des procès-verbaux établis par les officiers de police judiciaire. Il n'appartient en effet pas au législateur décréteur de régler, même en la confirmant, la force probante des procès-verbaux dressés par lesdits officiers.

Il y a lieu d'annuler dans la disposition précitée les mots « faisant foi jusqu'à preuve du contraire ».

Quant aux articles 62, alinéa 2 et 63, alinéa 2, du décret

3.B.5. L'article 62, alinéa 2, dispose :

« En cas de récidive dans les cinq ans qui suivent une condamnation encourue en vertu des présentes dispositions, les peines établies ci-dessus pourront être portées au double. »

L'article 63, alinéa 2, porte :

« En cas de récidive dans les douze mois de la condamnation antérieure, la peine pourra être portée au double »

Les articles 62, alinéa 1er et 63, alinéa 1er, érigent en infraction les manquements au décret et à ses arrêtés d'exécution.

Les articles 62, alinéa 2 et 63, alinéa 2, violent la règle déterminant les compétences résultant de l'article 11 de la loi spéciale puisqu'ils règlent la récidive, une matière reprise dans le Livre premier du Code pénal (articles 54 et suivants) qui ressortit à la compétence du législateur national.

Quant à l'article 64 du décret

3.B.6. L'article 64 dispose :

« Toutes les dispositions du Livre Ier du Code pénal, sans exception du chapitre VII ni de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par le présent décret. »

Cet article règle la mesure dans laquelle les dispositions du Livre premier du Code pénal sont applicables au présent décret. Il n'appartient pas au législateur décretaal de prendre ces dispositions, que ce soit en y dérogeant ou en les confirmant ou encore en les déclarant applicables ou non.

Selon l'article 11 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les articles 1er à 99 du Livre Ier du Code pénal, en ce compris le chapitre VII et l'article 85, sont d'application aux agissements réprimés par les décrets.

L'article 64 viole donc les règles déterminant les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions.

Quant à l'article 66 du décret

3.B.7. L'article 66 dispose :

« L'employeur est civilement responsable avec ses mandataires ou préposés des amendes mises à charge de ceux-ci. »

Dans la mesure où l'article 66 du décret dispose que l'exécution d'une des peines prévues aux articles 61 à 63 du susdit décret — le paiement des amendes — peut être réalisée à l'encontre d'une autre personne que celle qui a été condamnée, l'article 66 déroge aux règles établies par le Livre premier du Code pénal; il viole ainsi les règles déterminant les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions.

Par ces motifs,

La Cour

annule :

1. à l'article 60 du décret des mines de la Région wallonne du 7 juillet 1988, les mots « faisant foi jusqu'à preuve du contraire »;

2. l'article 62, alinéa 2, du susdit décret;

3. l'article 63, alinéa 2, du susdit décret;

4. l'article 64 du susdit décret;

5. l'article 66 du susdit décret.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 17 janvier 1990

Le greffier,

H. VAN DER ZWALMEN.

Le Président,

J SAROT

ARBITRAGEHOF

N 90 — 313

Arrest nr. 5/90

Rolnummer : 143

In zake : het beroep van de Ministerraad tot gedeeltelijke vernietiging van het decreet van het Waalse Gewest van 7 juni 1988 op de mijnen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters J. Sarot en J. Delva

en de rechters D. André, K. Blanckaert, L.P. Suetens, M. Melchior en H. Boel,

bijgestaan door de griffier H. Van der Zwalmen,

voorgezeten door voorzitter J. Sarot,

wijst na beraad het volgend arrest :

I. Onderwerp

Bij verzoekschrift van 20 juni 1989, aan het Hof verzonden bij aangetekende brief van dezelfde datum en ter griffie ontvangen op 21 juni 1989, vordert de Ministerraad de vernietiging, in artikel 60 van het decreet van het Waalse Gewest van 7 juli 1988 op de mijnen, van de woorden « faisant foi jusqu'à preuve du contraire » (die gelden zolang het tegendeel niet bewezen is), evenals van artikel 62, tweede lid, artikel 63, tweede lid, artikel 64 en artikel 66 van voormeld decreet.

II. Rechtspleging

Bij beschikking van 21 juni 1989 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen conform de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof

De rechters-verslaggevers M. Melchior en K. Blanckaert hebben op 27 juni 1989 geoordeeld dat er ten deze geen aanleiding is om het verzoekschrift te onderwerpen aan de voorafgaande rechtspleging geregeld in Hoofdstuk II van Titel V van voormelde bijzondere wet, organieke van het Hof

Van het beroep zijn de bij artikel 76, § 1, bepaalde kennisgevingen gedaan bij aangetekende brieven ter post neergelegd op 29 juni 1989 en de geadresseerden ter hand gesteld op 30 juni 1989

Het bij artikel 74 van voormelde wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 4 juli 1989.

De Waalse Gewestexecutieve heeft een memorie ingediend op 11 augustus 1989

De overzending van een afschrift van deze memorie aan de Ministerraad is gedaan conform artikel 89 van de organieke wet, bij aangetekende brief van 22 augustus 1989, aan de geadresseerde ter hand gesteld op 23 augustus 1989

De Ministerraad heeft een memorie van antwoord ingediend op 21 september 1989.

Bij beschikking van 8 november 1989 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en heeft het de terechtzitting op 5 december 1989 vastgesteld.

Van die beschikking is aan de partijen kennis gegeven, en zij evenals de vertegenwoordigers van de Ministerraad en de advocaat van de Waalse Gewestexecutieve zijn in kennis gesteld van de datum van de terechtzitting bij aangetekende brieven ter post neergelegd op 9 november 1989 en de geadresseerden ter hand gesteld op 10 november 1989

Ter terechtzitting van 5 december 1989

— zijn verschenen

De heer W. Vermeulen, eerste adviseur in de diensten van de Eerste Minister en de heer M. Bertrand, adjunct-adviseur in dezelfde diensten, voor de Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel;

Mr. V. Thiry, advocaat bij de balie te Luik, voor de Waalse Gewestexecutieve;

— hebben rechters M. Melchior en K. Blanckaert verslag uitgebracht;

— zijn de vertegenwoordigers van de Ministerraad, de heer M. Bertrand en voornoemde advocaat gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

Bij beschikking van 14 december 1989 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest dient te worden gewezen, verlengd tot 20 juni 1990.

De rechtspleging is gevoerd conform de beschikkingen van de artikelen 62 en volgende van de organieke wet van 6 januari 1989 die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. In rechte

1 Het « décret des mines » (decreet op de mijnen) is op 28 juni 1988 door de Waalse Gewestraad aangenomen en op 7 juli 1988 door de Waalse Gewestexecutieve bekrachtigd en afgekondigd. Het is in het *Belgisch Staatsblad* van 27 januari 1989 bekendgemaakt.

2. De Ministerraad vordert de vernietiging van een aantal artikelen of gedeelten van artikelen van dat decreet die betrekking hebben op de bewijswaarde van de processen-verbaal waarbij de inbreuken op het decreet worden vastgesteld (artikel 60), op de herhaling (artikel 62, tweede lid en artikel 63, tweede lid), op de toepassing van Boek I van het Strafwetboek (artikel 64) en op het betalen van de boeten door een andere persoon dan de veroordeelde (artikel 66).

Ten gronde

3.A.1. De Ministerraad motiveert zijn vordering met talrijke passages uit het attest nr. 11/89 van 11 mei 1989.

3.A.2. In haar memorie erkent de Waalse Gewestexecutieve de gegrondheid van het beroep wat de bewijswaarde van de processen-verbaal betreft, op grond dat de gewestwetgever, door die bewijswaarde te regelen, zich rechtstreeks zou hebben ingelaten met een aangelegenheid die door artikel 7 van de Grondwet aan de wet is voorbehouden.

Ten aanzien van de andere aangevochten bepalingen doet de Waalse Gewestexecutieve gelden dat de rechtspraak van het Hof, waarbij werd beslist dat het onderwerp van die bepalingen niet tot de bevoegdheid van de Gemeenschappen en de Gewesten behoort, niet steunt op de bij de Grondwet aan de nationale wetgever voorbehouden bevoegdheden, maar uitsluitend op artikel 11 van de bijzondere wet. Rekening houdend met de omvang van de materiële bevoegdheden die aan het Gewest zijn toegewezen door artikel 6, § 1, VI, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en met artikel 10 van die wet, zouden de artikelen 62, tweede lid, 63, tweede lid, 64 en 66 van het decreet niet in strijd zijn met de bevoegdheidsverdelende regels.

De Waalse Gewestexecutieve wijst er tenslotte op dat de bepalingen van de artikelen 62, tweede lid, 63, tweede lid, 64 en 66 van het decreet van 7 juli 1988 slechts een aangepaste weergave zijn van de artikelen 128, 1^o, tweede lid, 130, tweede zin, 131, eerste lid en 130bis, § 4, van de wetten op de mijnen, groeven en graverijen, gecoördineerd op 15 september 1918.

3.A.3. In zijn memorie van antwoord voert de Ministerraad aan dat in de argumentatie die aan de artikelen 6, § 1, VI, 1^o en 10 van de bijzondere wet is ontleend, geen rekening wordt gehouden met het beginsel van de exclusieve bevoegdheden

Elke argumentatie die zou worden afgeleid uit de gelijkenis van de aangevochten bepalingen met de nationale bepalingen die zij vervangen, zou erop neerkomen dat de bevoegdheden van de Gemeenschappen en de Gewesten geen toegewezen bevoegdheden zijn.

Ten aanzien van de door de Grondwet aan de wet voorbehouden aangelegenheden

3.B.1. De artikelen 3ter, 59bis en 107quater van de Grondwet en de artikelen 4 tot 11 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 hebben aan de decreetgever de bevoegdheid verleend om bij decreet een aantal aangelegenheden te regelen. Artikel 19, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bepaalt evenwel :

« Het decreet regelt de aangelegenheden bedoeld in de artikelen 4 tot 11, onverminderd de bevoegdheden die door de Grondwet aan de wet zijn voorbehouden. »

Daaruit vloeit voort dat, behoudens de gevallen waarin een bijzondere en uitdrukkelijke machtiging is gegeven door de bijzondere of de gewone wet tot hervorming der instellingen, een decreetgever de hem toegewezen aangelegenheden slechts kan regelen mits hij op generlei wijze inbreuk maakt op door de Grondwet aan de wet voorbehouden bevoegdheden

De mogelijkheid die de Raden krachtens artikel 10 van de bijzondere wet hebben om in de decreten rechtsbepalingen op te nemen met betrekking tot aangelegenheden waarvoor zij niet bevoegd zijn, kan geen toepassing vinden op bevoegdheden die de Grondwet aan de wet voorbehoudt.

Ten aanzien van de bevoegdheid in strafzaken

3.B.2. Artikel 7 van de Grondwet behoudt de nationale wetgever de zorg voor tot het bepalen van de gevallen waarin vervolging kan plaatshebben en tot het regelen van de vorm van die vervolging.

Artikel 9 van de Grondwet bepaalt « geen straf kan worden ingevoerd of toegepast dan krachtens de wet ».

De Gemeenschappen en de Gewesten mogen in die voorbehouden aangelegenheden slechts optreden mits zij daartoe gemachtigd zijn zoals aangeduid onder 3.B.1

Artikel 11 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 behelst een dergelijke machtiging : het biedt de decreetgever de mogelijkheid de gevallen te bepalen waarin vervolging mag plaatshebben en de strafmaatregelen te bepalen binnen de grenzen die het stelt. Het biedt de decreetgever echter niet de mogelijkheid de vorm van de vervolging te regelen.

Artikel 11 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bepaalt :

« Binnen de grenzen van de bevoegdheden van de Gewesten en de Gemeenschappen kunnen de decreten de niet-naleving van hun bepalingen strafbaar stellen en de straffen wegens die niet-naleving bepalen overeenkomstig Boek I van het Strafwetboek, met uitzondering van de criminele straffen bepaald in artikel 7 van dat Wetboek. »

Artikel 11 staat de decreetgever evenwel niet toe af te wijken van de bepalingen van Boek I van het Strafwetboek. De Gemeenschappen en de Gewesten kunnen derhalve geen beroep doen op artikel 100 van het Strafwetboek, ook al is die bepaling ondergebracht in Boek I ervan. De bijzondere wetgever heeft de in Boek I vervatte regels uniform willen houden en heeft gewild dat de Gemeenschappen en Gewesten er niet van afwijken.

Hij heeft dan ook uitdrukkelijk gesteld dat het geheel van de aangelegenheden vervat in Boek I van het Strafwetboek tot de bevoegdheid van de nationale wetgever behoort. Het staat niet aan de decreetgever die aangelegenheden te regelen, zelfs al zou hij de bestaande nationale bepalingen slechts overnemen.

3.B.3. Artikel 10 van de bijzondere wet biedt niet de mogelijkheid om de inhoud van artikel 11 van voormelde wet uit te breiden of te wijzigen, dat de decreetgevers machtigt om binnen de grenzen die het vaststelt wetgevend op te treden in aangelegenheden die door de Grondwet aan de wet zijn voorbehouden.

De Waalse Gewestexecutieve voert ten onrechte aan dat toepassing kan worden gegeven aan artikel 10 van de bijzondere wet om voorbij te gaan de grenzen van artikel 11 van de vermelde wet.

Ten aanzien van artikel 60, eerste zin, van het decreet

3.B.4. Artikel 60, eerste zin, bepaalt :

« Van de overtredingen doet men blijken bij processen-verbaal die gelden zolang het tegendeel niet bewezen is. »

Artikel 58, eerste lid, belast de door de Executieve aangewezen ambtenaren en beambten van de Dienst Onderaardse Hulpbronnen van het gewestelijk bestuur met het toezicht op de toepassing van de bepalingen van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan.

Artikel 60, eerste zin, verplicht die ambtenaren en beambten, bij de vaststelling van overtredingen van het decreet, processen-verbaal op te maken en bepaalt dat die processen-verbaal gelden zolang het tegendeel niet is bewezen.

De gewestgever, die bevoegd is om ambtenaren die onder het Gewest ressorteren met opdrachten van toezicht op de gewestelijke normen te belasten, is eveneens bevoegd om de wijze te bepalen waarop die ambtenaren hun bevindingen dienen te rapporteren.

Anders is het gesteld met de regeling van de bewijswaarde van die processen-verbaal. Die regeling betreft de bewijslast in strafzaken en maakt deel uit van de vaststelling van de vorm van de vervolging, aangelegenheid die bij artikel 7 van de Grondwet aan de nationale wetgever is voorbehouden en die buiten de toepassingsfeer van artikel 11 van de bijzondere wet valt.

Artikel 60, eerste zin, van het decreet schendt dus de bevoegdheidsbepalende regels in de mate dat daarin de bewijswaarde wordt geregeld van de processen-verbaal opgesteld door de ambtenaren en beambten die de Waalse Gewestexecutieve aanwijst.

Het schendt evenzeer de bevoegdheidsbepalende regels in de mate dat daarin de bewijswaarde wordt geregeld van de processen-verbaal opgesteld door de officieren van de gerechtelijke politie. Het staat immers niet aan de decreetgever de bewijswaarde van de processen-verbaal opgesteld door die officieren, te regelen, al was het maar door ze te bevestigen.

In voormelde bepaling dienen de woorden « *faisant foi jusqu'à preuve du contraire* » (die gelden zolang het tegendeel niet bewezen is) te worden vernietigd.

Ten aanzien van de artikelen 62, tweede lid en 63, tweede lid, van het decreet

3.B.5. Artikel 62, tweede lid, bepaalt :

« In geval van herhaling binnen vijf jaren volgende op een uit kracht van deze bepalingen uitgesproken veroordeling, kunnen de hierboven bepaalde straffen op het dubbel worden gebracht. »

Artikel 63, tweede lid, bepaalt :

« In geval van herhaling binnen twaalf maanden na de vorige veroordeling, kan de straf verdubbeld worden. »

De artikelen 62, eerste lid en 63, eerste lid, stellen de niet-naleving van het decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan strafbaar.

De artikelen 62, tweede lid en 63, tweede lid, schenden de bevoegdheidsbepalende regel die voortvloeit uit artikel 11 van de bijzondere wet omdat ze de herhaling regelen, een aangelegenheid opgenomen in Boek I van het Strafwetboek (artikelen 54 en volgende), die onder de bevoegdheid van de nationale wetgever valt.

Ten aanzien van artikel 64 van het decreet

3.B.6. Artikel 64 bepaalt :

« Al de voorschriften van het eerste boek van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op de in dit decreet bedoelde overtredingen. »

Dit artikel regelt de vraag in hoeverre de bepalingen van Boek I van het Strafwetboek toepasselijk zijn op onderhavig decreet. Het aannemen van die bepalingen staat niet aan de decreetgever, ongeacht of hij ervan afwijkt, ze bevestigt of ze al dan niet toepasselijk verklaart.

Uit artikel 11 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen volgt dat de artikelen 1 tot 99 van Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip derhalve van hoofdstuk VII en artikel 85, van toepassing zijn op de in de decreten omschreven strafbare gedragingen.

Artikel 64 schendt dus de regels die de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten regelen.

Ten aanzien van artikel 66 van het decreet

3.B.7. Artikel 66 bepaalt :

« De werkgever is samen met zijn gemachtigden of aangestelden burgerlijk aansprakelijk voor de ten hun laste zijnde boeten. »

Nu artikel 66 van het decreet bepaalt dat de tenuitvoerlegging van een van de bij de artikelen 61 tot 63 van voormeld decreet gestelde straffen — de betaling van de geldboeten — kan geschieden ten laste van een ander persoon dan die welke veroordeeld werd, wijkt artikel 66 af van de regelen vastgesteld door Boek I van het Strafwetboek; het schendt zodoende de regels die de onderscheiden bevoegdheid bepalen van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten.

Om die redenen,

Het Hof

vernietigt:

1. in artikel 60 van het « décret des mines » (decreet op de mijnen) van 7 juli 1988 van het Waalse Gewest, de woorden « faisant foi jusqu'à preuve du contraire » (die gelden zolang het tegendeel niet bewezen is);
2. artikel 62, tweede lid, van voormeld decreet;
3. artikel 63, tweede lid, van voormeld decreet;
4. artikel 64 van voormeld decreet;
5. artikel 66 van voormeld decreet.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, conform artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 17 januari 1990.

De griffier,
H. VAN DER ZWALMEN.

De voorzitter,
J. SAROT.

SCHIEDSGERICHTSHOF

D 90 — 313

Urteil Nr. 5/90

Geschäftsverzeichnissnr. : 143

In Sachen: Klage des Ministerrats auf teilweise Nichtigerklärung des Dekrets der Wallonischen Region vom 7. Juli 1988 über die Gruben.

Der Schiedsgerichtshof,
zusammengesetzt aus den Vorsitzenden J. Sarot und J. Delva,
den Richtern D. André, K. Blanckaert, L.P. Suetens, M. Melchior und H. Boel,
unter Assistenz des Kanzlers H. Van der Zwalmen, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden J. Sarot,
verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Klagegegenstand

Mit Klageschrift vom 20. Juni 1989, die mit am selben Tag bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief dem Hof zugesandt wurde und am 21. Juni 1989 bei der Kanzlei eingegangen ist, erhob der Ministerrat Klage auf Nichtigerklärung der Wortfolge « faisant foi jusqu'à preuve du contraire » (die bis zum Beweis des Gegenteils massgebend sind) in Artikel 60 des Grubendekrets der Wallonischen Region vom 7. Juli 1988 sowie der Artikel 62 Absatz 2, 63 Absatz 2, 64 und 66 desselben Dekrets.

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 21. Juni 1989 hat der amtierende Vorsitzende gemäss den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedsgerichtshof die Mitglieder der Besetzung des Hofes benannt.

Die referierenden Richter M. Melchior und K. Blanckaert waren am 27. Juni 1989 der Ansicht, dass es im vorliegenden Fall keinen Anlass dazu gibt, die Klage dem vorangehenden Verfahren im Sinne des Kapitels II des Titels V des vorgenannten organisierenden Sondergesetzes zu unterziehen.

Die Benachrichtigungen über die Klageerhebung erfolgten gemäss Artikel 76, § 1, des vorgenannten organisierenden Gesetzes mit am 29. Juni 1989 bei der Post aufgegebenen und am 30. Juni 1989 den jeweiligen Adressaten zugestellten Einschreibebriefen.

Die durch Artikel 74 des vorgenannten Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 4. Juli 1989.

Die Wallonische Regionalexekutive hat am 11. August 1989 einen Schriftsatz eingereicht.

Gemäss Artikel 89 des organisierenden Gesetzes wurde eine Abschrift dieses Schriftsatzes mit am 22. August 1989 bei der Post aufgegebenem und am 23. August 1989 dem Empfänger zugestelltem Einschreibebrief dem Ministerrat übermittelt.

Der Ministerrat hat am 21. September 1989 einen Erwiderungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnung vom 8. November 1989 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und die Sitzung auf den 5. Dezember 1989 anberaumt.

Von dieser Anordnung wurden die Parteien in Kenntnis gesetzt; diese sowie die Vertreter des Ministerrates und der Rechtsanwalt der Wallonischen Regionalexekutive wurden mit am 9. November 1989 bei der Post aufgegebenen und am 10. November 1989 den jeweiligen Adressaten zugestellten Einschreibebriefen über die Terminfestsetzung informiert.

In der Sitzung vom 5. Dezember 1989:

— sind erschienen:

Hr. W. Vermeulen, erster Berater beim Premierministeramt, und Hr. M. Bertrand, stellvertretender Berater beim selben Amt, für den Ministerrat, Rue de la Loi 18, 1000 Brüssel;

RA V. Thiry, in Lüttich zugelassener Anwalt, für die Wallonische Regionalexekutive, Rue de Fer 42, 5000 Namur;

— haben die Richter M. Melchior und K. Blanckaert Beerstattet;

— wurden der Vertreter des Ministerrates Hr. M. Bertrand und der vorgenannte Rechtsanwalt gehört;

— wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Durch Anordnung vom 14. Dezember 1989 hat der Hof die für die Urteilsfällung festgelegte Frist bis zum 20. Juni 1990 verlängert.

Das Verfahren wurde gemäss den sich auf den Sprachengebrauch vor dem Schiedsgerichtshof beziehenden Artikeln 62 und folgenden des organisierenden Gesetzes vom 6. Januar 1989 geführt.

III. In Rechtlicher Beziehung

1. Das « décret des mines » (Dekret über die Gruben) wurde am 28. Juni 1988 vom Wallonischen Regionalrat verabschiedet und am 7. Juli 1988 von der Wallonischen Regionalexekutive sanktioniert und verkündet. Es wurde im *Belgischen Staatsblatt* vom 27. Januar 1989 veröffentlicht.

2. Der Ministerrat beantragt die Nichtigerklärung einiger Artikel bzw. Artikelteile dieses Dekrets, die sich auf die Beweiskraft der Protokolle zur Festlegung der Zuwiderhandlungen (Artikel 60), die Rückfälligkeit (Artikel 62 Absatz 2 und Artikel 63 Absatz 2), die Anwendung von Buch I des Strafgesetzbuches (Artikel 64) und die Zahlung der Geldstrafen durch andere Personen als den Verurteilten (Artikel 66) beziehen.

In der Sache selbst

3.A.1. Der Ministerrat führt zur Begründung seiner Klage zahlreiche Passagen aus dem Urteil Nr 11/89 vom 11. Mai 1989 an.

3.A.2. In ihrem Schriftsatz räumt die Wallonische Regionalexekutive die Begründetheit der Klage ein, insofern diese sich auf die Beweiskraft der Protokolle bezieht, aufgrund dessen, dass der Regionaldekretgeber unmittelbar in einen kraft Artikel 7 der Verfassung dem Gesetz vorbehaltenen Zuständigkeitsbereich eingegriffen hätte.

Was die übrigen angefochtenen Bestimmungen betrifft, macht die Wallonische Regionalexekutive geltend, dass die Rechtsprechung des Hofes, wobei entschieden worden sei, dass der Gegenstand dieser Bestimmungen nicht zur Zuständigkeit der Gemeinschafts- und Regionaldekretgeber gehöre, ausschliesslich auf Artikel 11 des Sondergesetzes beruhe, und nicht auf den verfassungsmässig dem Nationalgesetzgeber vorbehaltenen Kompetenzen. Unter Berücksichtigung des Umfangs der sachlichen Zuständigkeiten, die durch Artikel 6, § 1, VI, 1^o des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen und Artikel 10 desselben Gesetzes der Region vorbehalten seien, stünden die Artikel 62 Absatz 2, 63 Absatz 2, 64 und 66 des Dekrets nicht im Widerspruch zu den kompetenzverteilenden Vorschriften.

Schliesslich weist die Wallonische Regionalexekutive darauf hin, dass die Bestimmungen der Artikel 62 Absatz 2, 63 Absatz 2, 64 und 66 des Dekrets vom 7. Juli 1988 lediglich eine angepasste Wiedergabe der Artikel 129, 1^o, Absatz 2, 130 Satz 2, 131 Absatz 1 und 130 bis, § 4, der am 15. September 1919 koordinierten Grubengesetze darstellten.

3.A.3. In seinem Erwidierungsschriftsatz führt der Ministerrat an, dass bei der auf den Artikeln 6, § 1, VI, 1^o und 10 des Sondergesetzes basierenden Argumentation der Grundsatz der exklusiven Zuständigkeiten nicht berücksichtigt werde.

Hinsichtlich der Ähnlichkeit der angefochtenen Bestimmungen mit den von ihnen ersetzten nationalen Bestimmungen würde jede daraus abgeleitete Argumentation darauf hinauslaufen, dass die Zuständigkeiten der Gemeinschaften und Regionen keine zugewiesenen Zuständigkeiten wären.

Hinsichtlich der durch die Verfassung dem Gesetz vorbehaltenen Angelegenheiten

3.B.1. Die Artikel 3ter, 59 bis und 107 quater der Verfassung und die Artikel 4 bis 11 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 haben dem Dekretgeber die Befugnis verliehen, durch Dekret eine Anzahl Angelegenheiten zu regeln. Artikel 19, § 1, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 bestimmt jedoch, dass « unbeschadet der Zuständigkeiten, die durch die Verfassung Gesetzen vorbehalten sind, die Angelegenheiten, auf die sich die Artikel 4 bis 11 beziehen, durch Dekret geregelt werden ».

Daraus ergibt sich, dass das Dekret — ausser in den Fällen, in denen eine besondere und ausdrückliche Ermächtigung durch das Sondergesetz oder das ordentliche Gesetz zur Reform der Institutionen verliehen wurde — die ihm zugeteilten Angelegenheiten nur dann regeln darf, wenn es auf keine Weise in die durch die Verfassung dem Gesetz vorbehaltenen Zuständigkeiten eingreift.

Die Möglichkeit, die die Räte aufgrund von Artikel 10 des Sondergesetzes haben, in die Dekrete Rechtsbestimmungen aufzunehmen, die sich auf Angelegenheiten beziehen, für die sie nicht zuständig sind, kann nicht auf Zuständigkeiten Anwendung finden, die die Verfassung dem Gesetz vorbehalt.

Hinsichtlich der Zuständigkeit in Strafsachen

3.B.2. Artikel 7 der Verfassung behält dem nationalen Gesetzgeber vor, die Fälle zu bestimmen, in denen eine Verfolgung stattfinden kann, und die Form dieser Verfolgung zu regeln.

Artikel 9 der Verfassung bestimmt ausserdem, dass « eine Strafe nur aufgrund des Gesetzes eingeführt oder angewandt werden kann ».

Die Gemeinschaften und die Regionen können demzufolge in diesen vorbehaltenen Angelegenheiten nur dann handeln, wenn sie die unter 3.B.1. genannte Ermächtigung erhalten haben.

Artikel 11 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 enthält eine solche Ermächtigung: Er bietet dem Dekretgeber die Möglichkeit, die Fälle zu bestimmen, in denen eine Verfolgung stattfinden kann, und innerhalb der Grenzen, die der Artikel festsetzt, Strafen festzulegen. Er gibt dem Dekretgeber jedoch nicht die Möglichkeit, die Form der Verfolgung zu regeln.

Artikel 11 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 bestimmt:

« Innerhalb der Grenzen der Zuständigkeiten der Regionen und Gemeinschaften kann durch Dekrete die Nichteinhaltung ihrer Bestimmungen unter Strafe gestellt werden und können die Strafen für diese Nichteinhaltung gemäss Buch I des Strafgesetzbuches festgelegt werden, mit Ausnahme der in Artikel 7 dieses Gesetzbuches festgelegten Strafen für Verbrechen ».

Artikel 11 erlaubt dem Dekretgeber jedoch nicht, von den Bestimmungen des Buches I des Strafgesetzbuches abzuweichen. Die Gemeinschaften und die Regionen können demzufolge nicht auf Artikel 100 des Strafgesetzbuches zurückgreifen, wenn auch diese Bestimmung in Buch I dieses Gesetzbuches steht. Der Sondergesetzgeber hat gewollt, dass die in Buch I enthaltenen Regeln einheitlich bleiben und dass die Gemeinschaften und die Regionen davon nicht abweichen.

Er hat demnach ausdrücklich bestimmt, dass die gesamten Angelegenheiten, die in Buch I des Strafgesetzbuches enthalten sind, zur Zuständigkeit des nationalen Gesetzgebers gehören. Der Dekretgeber ist nicht zuständig, diese Angelegenheit zu regeln, obwohl er nur bestehende nationale Bestimmungen übernehmen würde.

3.B.3. Artikel 10 des Sondergesetzes erlaubt keine Erweiterung oder Abänderung des Inhaltes des Artikels 11 des besagten Gesetzes, der die Dekretgeber eben dazu ermächtigt, innerhalb der darin festgelegten Grenzen in durch die Verfassung dem Gesetz vorbehaltenen Angelegenheiten gesetzgeberisch vorzugehen.

Zu Unrecht behauptet die Wallonische Regionalexekutive, Artikel 10 des Sondergesetzes könne angewandt werden, um über die durch Artikel 11 dieses Gesetzes festgelegten Bedingungen hinwegzugehen.

Hinsichtlich des Artikels 60 — erster Satz — des Dekrets

3.B.4. Artikel 60 — erster Satz — des Dekrets bestimmt folgendes

« Verletzungen dieses Dekrets werden in Protokollen festgestellt, die bis zum Beweis des Gegenteils massgebend sind ».

Artikel 58 Absatz 1 beauftragt die von der Exekutive bezeichneten Beamten und Bediensteten des Dienstes für Bodenschätze der Regionalbehörde mit der Aufsicht über die Anwendung der Bestimmungen dieses Dekrets sowie seiner Ausführungserlasse.

Artikel 60 — erster Satz — verpflichtet diese Beamten und Bediensteten dazu, bei Feststellung von Zuwiderhandlungen gegen das Dekret Protokolle aufzusetzen, und besagt, dass diese Protokolle bis zum Beweis des Gegenteils gelten.

Der Regionalgesetzgeber, der befugt ist, den der Region unterstehenden Beamten Überwachungsaufträge in bezug auf die regionalen Normen anzuvertrauen, ist ebenfalls befugt zu bestimmen, auf welche Weise diese Beamten über ihre Feststellungen Bericht erstatten müssen.

Anders verhält es sich mit der Regelung der Beweiskraft dieser Protokolle. Diese Regelung betrifft die Beweislast in Strafsachen und ist Teil der Festlegung der Verfolgungsformen, einer Angelegenheit, die Artikel 7 der Verfassung dem Nationalgesetzgeber vorbehalten hat und die nicht in den Anwendungsbereich von Artikel 11 des Sondergesetzes fällt.

Artikel 60 — erster Satz — des Dekrets verletzt demnach die kompetenzbestimmenden Regeln in dem Masse, wie er die Beweiskraft der von den durch die Wallonische Regionalexekutive bestimmten Beamten aufgenommenen Protokolle regelt.

Er verletzt die kompetenzbestimmenden Vorschriften auch insofern, als darin die Beweiskraft der von Offizieren der Kriminalpolizei aufgenommenen Protokolle geregelt wird. Es steht dem Regionaldekretegeber nämlich nicht zu, die Beweiskraft der von diesen Offizieren aufgenommenen Protokolle zu regeln, auch nicht indem er sie bestätigt.

In der vorgenannten Bestimmung ist die Wortfolge « faisant foi jusqu'à preuve du contraire » (die bis zum Beweis des Gegenteils massgebend sind) demzufolge für nichtig zu erklären.

Hinsichtlich der Artikel 62 Absatz 2 und 63 Absatz 2 des Dekrets

3.B.5. Artikel 62 Absatz 2 bestimmt :

« Werden sie innerhalb fünf Jahren nach einer aufgrund der vorliegenden Vorschriften ergangenen Verurteilung rückfällig, so können die oben angeführten Strafen verdoppelt werden. »

Artikel 63, Absatz 2 bestimmt :

« Bei Rückfälligkeit innerhalb zwölf Monaten nach der früheren Verurteilung kann die Strafe verdoppelt werden. »

Die Artikel 62 Absatz 2 und 63 Absatz 2 stellen die Zuwiderhandlungen gegen das Dekret und gegen seine Ausführungserlasse unter Strafe.

Die Artikel 62 Absatz 2 und 63 Absatz 2 verletzen die kompetenzbestimmende Regel, die sich aus Artikel 11 des Sondergesetzes ergibt, da sie die Rückfälligkeit regeln, die eine Angelegenheit ist, die in Buch 1 des Strafgesetzbuches (Artikel 54 und folgende) aufgenommen ist und in den Zuständigkeitsbereich des Nationalgesetzgebers fällt.

Hinsichtlich des Artikels 64 des Dekrets

3.B.6. Artikel 64 bestimmt :

« Sämtliche Bestimmungen des 1. Buches des Strafgesetzbuches, einschliesslich Kapitel VII und Artikel 85, finden auf die im vorliegenden Dekret erwähnten Zuwiderhandlung Anwendung. »

Dieser Artikel regelt die Frage, inwiefern die Bestimmungen von Buch I des Strafgesetzbuches auf dieses Dekret Anwendung finden. Es steht dem Dekretegeber nicht zu, diese Bestimmungen zu verabschieden, ungeacht der Frage, ob er von den Bestimmungen von Buch I des Strafgesetzbuches abweicht, sie bestätigt oder sie für anwendbar erklärt oder nicht.

Aus Artikel 11 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen geht hervor, dass die Artikel 1 bis 99 von Buch I des Strafgesetzbuches, also einschliesslich des Kapitels VII und des Artikels 85, auf die in den Dekreten bezeichneten strafbaren Verhaltensweisen Anwendung finden.

Artikel 64 verletzt somit die Regeln, die die jeweiligen Zuständigkeiten von Staat, Gemeinschaften und Regionen abgrenzen.

Hinsichtlich des Artikels 66 des Dekrets

3.B.7 Artikel 66 bestimmt :

« Der Arbeitgeber haftet zivilrechtlich mit seinen Vertretern oder Angestellten für die Geldbussen, die letzteren auferlegt werden. »

In dem Masse, wie Artikel 66 des Dekrets bestimmt, dass die Vollstreckung einer der in den Artikeln 61 bis 63 desselben Dekrets vorgesehenen Strafen — die Zahlung der Geldstrafen — zu Lasten einer anderen als der verurteilten Person erfolgen kann, weicht Artikel 66 von den durch Buch I des Strafgesetzbuches festgelegten Regeln ab; somit verletzt er die Regeln, die die jeweiligen Zuständigkeiten des Staates, der Gemeinschaften und der Regionen abgrenzen.

Aus diesen Gründen .

Der Hof

erklärt

1 in Artikel 60 des « décret des mines » (Dekret über die Gruben) der Wallonischen Region vom 7. Juli 1988 die Wortfolge « faisant foi jusqu'à preuve du contraire » (die bis zum Beweis des Gegenteils massgebend sind),

2 Artikel 62 Absatz 2 des vorgenannten Dekrets,

3 Artikel 63 Absatz 2 des vorgenannten Dekrets,

4 Artikel 64 des vorgenannten Dekrets,

5 Artikel 66 des vorgenannten Dekrets,

für nichtig

So ausgesprochen in französischer, niederländischer, und deutscher Sprache, gemäss Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6 Januar 1989 über den Schiedsgerichtshof, in der öffentlichen Sitzung vom 17. Januar 1990.

Der Kanzler,
H VAN DER ZWALMEN

Der Vorsitzende,
J SAROT